

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 262

6 février 2006

SOMMAIRE

A.P.C., Automotive Parts Consulting, S.à r.l., Luxembourg	12547
Ambicor S.A., Luxembourg	12538
Assco Europe, S.à r.l., Luxembourg	12529
Chauffage Eecherschmelz S.A., Luxembourg	12543
Chauffage Eecherschmelz S.A., Luxembourg	12544
Circor Luxembourg Holdings, S.à r.l., Luxembourg	12570
Docu Group (Lux 3), S.à r.l., Luxembourg	12576
Fyne Cruises S.A., Luxembourg	12576
Irtex S.A., Luxembourg	12545
Kodiac, S.à r.l., Wiltz	12538
M.H.D.E.A., S.à r.l., Luxembourg	12531
Mayroy S.A., Luxembourg	12540
Mayroy S.A., Luxembourg	12543
Merrill Lynch Investment Managers (Luxembourg) S.A., Senningerberg	12551
Merrill Lynch Investment Managers (Luxembourg) S.A., Senningerberg	12557
Mobil Oil East Africa Limited, S.à r.l., Bertrange	12561
Neien Impulse, S.à r.l., Rédange-sur-Attert	12530
Posancre S.A., Luxembourg	12576
Star SDL Holdings, S.à r.l., Luxembourg	12549
T-I Holdings, S.à r.l., Luxembourg	12559
T-I Holdings, S.à r.l., Luxembourg	12560
Whirlwind Participations S.A., Luxembourg	12558
Whirlwind Participations S.A., Luxembourg	12559

ASSCO EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R. C. Luxembourg B 82.018.

Conformément à l'article 79 §1 de la loi du 10 août 1915, le bilan abrégé au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2005, réf. LSO-BJ06364, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2005.

Signature.

(094234.3/817/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2005.

NEIEN IMPULSE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Rédange-sur-Attert, 54, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 111.226.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le onze octobre.

Par-devant Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbrück.

A comparu:

Madame Rose Marie-Louise Simba, employée privée, (Matricule: 1964 08 27 303), née le 27 août 1964 à Gikoro-Kigali au Rwanda, demeurant à L-9175 Niederfeulen, 23A, rue de la Fail, laquelle comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société unipersonnelle à responsabilité limitée qu'elle a décidé de constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de NEIEN IMPULSE, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Mamer; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La société a pour objet:

- L'élaboration de logiciels et maintenance de systèmes et plates-formes informatiques;
 - La mise en place de documents et procédures utiles à la gestion au sein de l'entreprise;
 - L'adaptation de l'ordinateur aux besoins du client sur site ou à distance;
 - Les services en webdesign, archivage et exploitation des documents;
 - La gestion et exploitation de centres Internet et de cabines téléphoniques;
 - L'importation, exportation et commerce de gros et de détail de matériels informatique, bureautique, papeterie et électronique;
 - Le développement personnel, élaboration de projets professionnels;
 - Les services d'orientation, de documentation et d'appuis à la formation continue assistés par ordinateur;
 - L'orientation et prestation de services en aide au mouvement associatif et aux associations visant le genre et le développement;
 - L'importation, exportation et commerce de gros et de détail de produits ethniques et exotiques: alimentation, boissons, cosmétique, habillement, décoration, mobilier, objets d'arts, tableaux, articles et gadgets cadeaux;
 - L'organisation d'événements: fêtes, spectacles et promotion de pays et de produits, préparation de snacks (variés mais surtout à caractère exotique, ethnique) lors d'événements ou spectacles;
- ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

En cas de pluralité d'associés, chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice commence au jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2005.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement souscrit et libéré en espèces par le comparant pré-nommé, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

En raison de ces apports, les cent (100) parts sociales de la société, représentant une valeur de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, sont toutes attribuées à la comparante, Madame Simba, prénommée.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Art. 8. En cas de pluralité d'associés, aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement unanime de ses co-associés. Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

Art. 9. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde reste à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou la faillite de l'un ou de plusieurs des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires et ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, la comparante se réfère aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, le comparant sus-nommé, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-8510 Rédange-sur-Attert, 54, Grand-rue;
2. Est nommée gérante de la société Madame Rose Marie-Louise Simba, prénommée;
3. La gérante est habilitée à engager en toutes circonstances la société par sa seule signature;
4. Le mandat ainsi conféré reste valable jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbrück, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. M.-L. Simba, P. Probst.

Enregistré à Diekirch, le 14 octobre 2005, vol. 616, fol. 74, case 6. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

Ettelbruck, le 18 octobre 2005.

Pour copie conforme

P. Probst

Notaire

(903271.3/4917/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 21 octobre 2005.

M.H.D.E.A., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 111.549.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le douze octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

Madame Marilyne Bilquez-Ho, conseiller financier, domiciliée 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Genève 12 (Suisse),

ici représentée par M^e Jean-Luc Dascotte, avocat, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer,

en vertu d'une procuration donnée le 8 septembre 2005 à Genève.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination

Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination M.H.D.E.A., S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir

par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.2. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.3. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1. Le capital social est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

Entre vifs, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants A et un ou plusieurs Gérants B, lesquels ne sont pas nécessairement des associés, et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout/deux gérant(s).

Art. 9. Procédure

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation

10.1. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B, ou par la signature unique d'un gérant A, ou encore par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

10.2. La Société sera engagée, en ce qui concerne les opérations de gestion courante, par la signature unique d'un gérant ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social

14.1. L'exercice social commence le premier juillet de chaque année et se termine le trente juin.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rému-

nération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera le 30 juin 2006.

Souscription - Libération

Madame Marilyn Bilquez-Ho, représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les 500 (cinq cents) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.250.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

(i) Sont nommés gérants A pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Yannis Bilquez, conseiller financier, domicilié 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Genève 12 (Suisse);

b) Madame Maryline Bilquez-Ho, conseiller financier, domiciliée 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Genève 12 (Suisse);

c) Monsieur Etienne Kiss-Borlase, expert-comptable, dont l'adresse professionnelle est située 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Genève 12 (Suisse).

(ii) Sont nommés gérants B pour une durée indéterminée:

(a) Monsieur Hans Van de Sanden, dont l'adresse professionnelle est située à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller;

(b) Monsieur Herman Boersen, dont l'adresse professionnelle est située à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

(iii) Le siège social de la Société est établi à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte a été dressé en langue française, suivi d'une version anglaise, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Follows the english translation of the preceding text:

In the year two thousand five, on the twelfth of October.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

There appeared:

Mrs Maryline Bilquez-Ho, Investment advisor, residing 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Geneva 12 (Switzerland),

here represented by Mr Jean-Luc Dascotte, Attorney-at-Law, with professional residence in L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer,

by virtue of a power of attorney given on 8th September 2005 in Geneva.

The said power of attorney, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name

There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name M.H.D.E.A., S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single board of managers of the Company.

The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital

5.1. The Company's corporate capital is fixed at 12,500 EUR (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) shares in registered form with a nominal value of 25 EUR (twenty-five Euro) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

Inter vivos, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company. In the event of death, the transfer of the shares of the deceased partner to new partners is subject to the approval given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is however not required if, in the event of death, the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

II. Management - Representation

Art. 7. Board of managers

7.1. The Company is managed by one or more manager(s) A and one or more manager(s) B, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any/two manager(s) of the Company.

Art. 9. Procedure

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation

10.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one manager A and one manager B of the Company, or by the single signature of one manager A or of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

10.2. The Company shall be bound, in matters of day-to-day management, by the single signature of one manager or by the single signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers

The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

III. General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights

12.1. The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2. Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority

13.1. If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

IV. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of July of each year and end on the 30th June.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

V. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 30th June 2006.

Subscription - Payment

Thereupon, Mrs Maryline Bilquez-Ho prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all 500 (five hundred) shares by contribution in cash, so that the amount of 12,500 EUR (twelve thousand five hundred Euro) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,250.

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

(iii) The following persons are appointed as managers A for an unlimited period:

- a) Mr Yannis Bilquez, financial adviser, residing 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Geneva 12 (Switzerland);
- b) Mrs Maryline Bilquez-Ho, financial adviser, residing 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Geneva 12 (Switzerland);
- c) Mr Etienne Kiss-Borlase, chartered accountant, the professional residence of whom is fixed at 4, route de Florissant, CP 392, CH-1211 Geneva 12 (Switzerland).

(iv) The following persons are appointed as managers B for an unlimited period:

- (a) Mr Hans Van de Sanden, the professional residence of whom is fixed L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller;
- (b) Mr Herman Boersen, the professional residence of whom is fixed L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

3. The registered office of the Company is set at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: J.-L. Dascotte, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 18 octobre 2005, vol. 433, fol. 52, case 5. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 25 octobre 2005.

H. Hellinckx.

(096861.3/242/405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2005.

AMBICOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 85.906.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 9 septembre 2005

- Madame Alyson Greenwood, demeurant au 6, rue Jean-Jacques Rigaud, CH-1224 Chêne Bougeries, a été nommée comme nouvel administrateur, en remplacement de Monsieur Christophe Borer, administrateur démissionnaire.
Le mandat de Madame Alyson Greenwood prendra fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.
Cette cooptation sera soumise à ratification à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Luxembourg, le 11 octobre 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2005, réf. LSO-BJ03177. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(091354.3/534/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

KODIAC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 111.225.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le seize septembre.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

La société à responsabilité limitée SPIZBAY, S.à r.l., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 109.564,

ici représentée par son gérant unique Monsieur Patrick Sorio, indépendant, avec adresse professionnelle à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, lui-même représenté par Monsieur Benoît de Bien, consultant, avec adresse professionnelle à L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à, Wiltz le 1^{er} août 2005,

laquelle procuration après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant restera annexé au présent acte pour être enregistré avec celui-ci.

Lequel comparant, tel que représenté, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de KODIAC, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Wiltz.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet tous travaux de nettoyage industriel, désinsectisation, dératisation, maintenance générale.

La société pourra également procéder à la réalisation de toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet ou de son but.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,- EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt cinq euros (125,- EUR) chacune.

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par l'associée unique SPIZBAY, S.à r.l., préqualifiée, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

La propriété des parts sociales résulte des présentes statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de transmission pour cause de mort, ainsi que pour l'évaluation des parts en cas de cessions, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, est applicable.

En cas de cession des parts, les autres associés ont un droit de préemption.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le gérant est nommé par l'Assemblée Générale. Il est nommé pour une durée indéterminée. Ses pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Le gérant peut nommer des fondés de pouvoirs, associés ou non, pouvant agir au nom et pour le compte de la société, dans la limite des pouvoirs conférés dans l'acte de nomination.

Le gérant est habilité à instituer des succursales partout, selon les besoins, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 10. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignés dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2006.

Art. 14. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 17. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de mille euros (1.000,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant l'associée unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

La société SEREN, S.à r.l., avec siège social à L-8308 Capellen, 75, Parc d'activités, non encore inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant.

Le gérant peut conférer des pouvoirs à des tiers.

2.- Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.

3.- L'assemblée ratifie tous engagements pris au nom de la société antérieurement aux présentes.

Dont acte, fait et passé à Capellen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. de Bien, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 23 septembre 2005, vol. 319, fol. 70, case 7. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 11 octobre 2005.

A. Holtz.

(903268.3/2724/118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 21 octobre 2005.

**MAYROY, Société Anonyme,
(anc. IPSEN).**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 48.865.

L'an deux mille cinq, le vingt-six septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de IPSEN, une société anonyme, ayant son siège social au 3, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.865, constituée sous la dénomination MAYROY suivant acte notarié en date du 27 septembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 7 du 6 janvier 1995. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 660 du 6 juillet 2005.

L'assemblée est présidée par Monsieur Pierre Schill, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Maître Pit Reckinger, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Joëlle Lietz, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a exposé et a prié le notaire instrumentant d'acter:

I. Que toutes les actions étant nominatives, la présente Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée par lettres recommandées envoyées aux actionnaires nominatifs en date du 9 septembre 2005.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée tel que figurant dans l'avis de convocation et la procuration est le suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de dénomination sociale de IPSEN en MAYROY. Modification corrélative de l'article premier des statuts:

«Il existe entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions mentionnées ci-après, une société anonyme sous la dénomination de MAYROY».

2. Modification de l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts afin de réduire le capital autorisé pour le fixer à quatorze millions deux cent quatre-vingt-cinq mille soixante euros (14.285.060 EUR), par réduction du nombre d'actions de la catégorie D à réserver pour l'émission d'actions dans le cadre des plans d'options de souscription d'actions, de sorte que le capital autorisé de la société sera fixé à quatorze millions deux cent quatre-vingt-cinq mille soixante euros (14.285.060 EUR) divisé en soixante et onze millions quatre cent vingt-cinq mille trois cents (71.425.300) actions, dont quarante-quatre millions cent quarante-trois mille sept cents (44.143.700) actions de catégorie A, deux millions huit cent quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante (2.888.450) actions de catégorie B, vingt-deux millions trois cent vingt et un mille huit cent soixante-quinze (22.321.875) actions de catégorie C et deux millions soixante et onze mille deux cent soixante-quinze (2.071.275) actions de catégorie D, ces dernières étant réservées pour l'émission d'actions sur exercice des options de souscription d'actions susvisées.

3. Insertion dans les statuts d'un nouvel article 11bis dont la teneur sera la suivante:

Art. 11bis. Droits des actions de catégorie D. Dès leur émission les actions de catégorie D pourront être achetées par la Société sur demande écrite de leur titulaire adressée à la Société par lettre recommandée.

Le prix d'achat sera constitué par des actions de la Société IPSEN S.A., société anonyme, siège au 42, rue du Docteur Blanche, 75016 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 419 838 529 et un montant en espèces défini ci-après.

Le nombre d'actions IPSEN S.A., à transmettre aux titulaires des actions de catégorie D à acheter par la Société, sera égal à deux millions cinq cent trois mille cent soixante-seize (2.503.176) actions IPSEN S.A. divisé par le nombre d'actions autorisées de la catégorie D (en ce compris les actions D émises).

Ce nombre d'actions IPSEN S.A. constituera le nombre maximum d'actions à disposition des actionnaires D, quel que soit le nombre d'actions D émises, et il sera réduit au fur et à mesure compte tenu des dispositions qui suivent. Lors de chaque rachat d'actions D, le nombre susmentionné d'actions IPSEN S.A. sera réduit de celui effectivement attribué à celui ou ceux qui aura ou auront demandé ce rachat, et le nombre d'actions D sera réduit du nombre d'actions D effectivement rachetées.

Le montant en espèces à payer en plus sera égal à soixante-dix-neuf millions cent quatre-vingt-deux mille neuf cent vingt-sept euros (79.182.927 EUR) divisé par le nombre d'actions autorisées de la Société (en ce compris les actions D

alors émises) soit soixante-deux millions six cent vingt-six mille neuf cent vingt-cinq (62.626.925) actions. Lors de chaque rachat d'actions D, le montant susmentionné sera réduit de celui effectivement payé à celui ou ceux qui aura ou auront demandé ce rachat, et le nombre d'actions D sera réduit du nombre d'actions D effectivement rachetées.

A partir de leur émission et pendant la période pendant laquelle elles seront en circulation, les actions de catégorie D auront droit à des dividendes à verser par la Société correspondant au quotient des dividendes déclarés et payés par IPSEN S.A. par le nombre d'actions constituant une partie du prix d'achat par la Société des actions de catégorie D émises ou à émettre.

Ces dividendes seront mis en paiement en même temps que les dividendes payés aux autres catégories d'actions, ou à défaut de versement de dividendes aux autres catégories d'actions de la Société, dans le mois qui suit l'assemblée ordinaire de la Société.

Si la Société est dans l'impossibilité de verser ce dividende spécifique aux titulaires d'actions de catégorie D en raison de l'absence de réserves distribuables suffisantes, le paiement de ce dividende aux titulaires d'actions de catégorie D sera effectué, quand bien même les actions de catégorie D auraient fait l'objet d'un achat dans les conditions décrites ci-dessus, immédiatement après l'assemblée générale qui aura constaté l'existence de réserves distribuables suffisantes.

Les titulaires d'options ou d'actions D, et dans le cas visé ci-dessus, les ex-titulaires de catégorie D, n'auront droit à aucune autre distribution faite par la Société.

Si la Société est dans l'impossibilité de transmettre des actions IPSEN S.A. aux titulaires d'actions de catégorie D en raison d'engagements de conservation vis à vis de tiers, la Société transmettra les actions IPSEN S.A. aux titulaires d'actions de catégorie D dès que ses engagements de conservation auront cessé.

Si (i) IPSEN S.A. faisait l'objet d'une réorganisation, fusion, scission ou mesure similaire, la quote-part des titres et autres actifs reçus par la Société dans le cadre d'une de ces opérations remplacerait les actions IPSEN S.A. devant être délivrées en cas d'achat par la Société d'actions de catégorie D, ou si (ii) IPSEN S.A. distribuait une partie de ses actifs à ses actionnaires (autrement que sous la forme de dividendes dans le cours normal de la vie sociale), la quote-part correspondante des actifs distribués serait remise lors de l'achat par la Société d'actions de catégorie D en complément des actions IPSEN S.A. et du montant en espèces susvisés à titre de complément de prix.

A compter de l'expiration du troisième mois suivant l'émission d'actions de catégorie D au profit d'un titulaire d'options, et pendant toute la période où les actions seront en circulation, la Société pourra, moyennant lettre recommandée adressée à un titulaire d'actions de catégorie D, procéder à son initiative à l'achat des actions D détenues par cette personne, cette décision étant notifiée par lettre recommandée et l'achat se faisant dans les dix jours de son expédition.

En ce cas, les actions concernées seront annulées et cette annulation sera inscrite dans le registre des actionnaires. La Société transférera à l'ancien titulaire des actions D concernées les actions IPSEN S.A. et les espèces auxquelles il aura droit conformément aux stipulations qui précèdent, sur des comptes à désigner par l'ancien titulaire, à défaut, à des comptes ouverts par la Société à cette fin auprès d'un établissement de crédit au Luxembourg.

Toutefois, un actionnaire D concerné pourra demander le report du délai de trois mois pour juste motif, ce report ne pouvant excéder une durée totale de vingt-cinq mois.

4. Modification de l'article 7, 3, (vi), en ajoutant à la phrase «en cas de mutation dans le cadre d'une introduction en bourse des actions de la société sur un marché réglementé «les mots suivants» ou d'échange d'actions de classe D contre des actions d'IPSEN S.A.»

5. Modification de l'article 25 des statuts en remplaçant la phrase «Les actions de toutes les catégories participent de façon égale aux distributions supplémentaires» par «Les actions des catégories A, B et C participent de façon égale aux distributions supplémentaires, le dividende à attribuer aux actions de catégorie D étant défini à l'article 11bis.»

III. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'Actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant. Cette liste restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

IV. Qu'il appert de ladite liste de présence que sur les quarante-neuf millions quarante-cinq mille huit cent vingt-cinq (49.045.825) actions de classe A, deux millions huit cent quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante (2.888.450) actions de classe B et cinq millions sept cent trente-sept mille sept cent soixante-quinze (5.737.775) actions de classe C représentant l'intégralité du capital social, trente-neuf millions sept cent trente-cinq mille trois cent cinquante (39.735.350) actions de classe A et l'intégralité des actions de classe B et C, faisant plus de cinquante pour cent dans chaque catégorie d'actions, sont dûment présentes ou représentées à la présente Assemblée et qu'en conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Après avoir délibéré, l'assemblée adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé de modifier la dénomination sociale de IPSEN en MAYROY et de modifier en conséquence l'article 1^{er} des statuts:

Art. 1^{er}. «Il existe entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions mentionnées ci-après une société anonyme sous la dénomination de MAYROY.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'assemblée prend note du fait que les modifications des chiffres du capital social autorisé n'avaient pas été reflétées lors du reclassement des actions émises dans le cadre du capital émis par acte du notaire soussigné en date du 11 février 2004.

Eu égard au reclassement intervenu et à la réduction du nombre d'actions de la classe D dans le capital autorisé, l'assemblée a décidé de modifier l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts afin de réduire le capital autorisé pour le fixer à quatorze millions deux cent quatre-vingt-cinq mille soixante euros (14.285.060 EUR), par réduction du nombre d'actions de la catégorie D à réserver pour l'émission d'actions dans le cadre des plans d'options de souscription d'actions, de sorte que le capital autorisé de la société sera fixé à quatorze millions deux cent quatre-vingt-cinq mille soixante euros (14.285.060 EUR) divisé en soixante et onze millions quatre cent vingt-cinq mille trois cents (71.425.300) actions, dont quarante-neuf millions quarante-cinq mille huit cent vingt-cinq (49.045.825) actions de catégorie A, deux millions huit cent quatre-vingt-huit mille quatre cent cinquante (2.888.450) actions de catégorie B, dix-sept millions quatre cent dix-neuf mille sept cent cinquante (17.419.750) actions de catégorie C et deux millions soixante et onze mille deux cent soixante-quinze (2.071.275) actions de catégorie D, ces dernières étant réservées pour l'émission d'actions sur exercice des options de souscription d'actions susvisées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'insérer dans les statuts un nouvel article 11bis, conçu comme suit:

Art. 11bis. Droits des actions de catégorie D. «Dès leur émission les actions de catégorie D pourront être achetées par la Société sur demande écrite de leur titulaire adressée à la Société par lettre recommandée.»

Le prix d'achat sera constitué par des actions de la Société IPSEN S.A., société anonyme, siège au 42, rue du Docteur Blanche, 75016 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 419 838 529 et un montant en espèces défini ci-après.

Le nombre d'actions IPSEN S.A., à transmettre aux titulaires des actions de catégorie D à acheter par la Société, sera égal à deux millions cinq cent trois mille cent soixante-seize (2.503.176) actions IPSEN S.A. divisé par le nombre d'actions autorisées de la catégorie D (en ce compris les actions D émises).

Ce nombre d'actions IPSEN S.A. constituera le nombre maximum d'actions à disposition des actionnaires D, quel que soit le nombre d'actions D émises, et il sera réduit au fur et à mesure compte tenu des dispositions qui suivent. Lors de chaque rachat d'actions D, le nombre susmentionné d'actions IPSEN S.A. sera réduit de celui effectivement attribué à celui ou ceux qui aura ou auront demandé ce rachat, et le nombre d'actions D sera réduit du nombre d'actions D effectivement rachetées.

Le montant en espèces à payer en plus sera égal à soixante-dix-neuf millions cent quatre-vingt-deux mille neuf cent vingt-sept euros (79.182.927 EUR) divisé par le nombre d'actions autorisées de la Société (en ce compris les actions D alors émises) soit soixante-deux millions six cent vingt-six mille neuf cent vingt-cinq (62.626.925) actions. Lors de chaque rachat d'actions D, le montant susmentionné sera réduit de celui effectivement payé à celui ou ceux qui aura ou auront demandé ce rachat, et le nombre d'actions D sera réduit du nombre d'actions D effectivement rachetées.

A partir de leur émission et pendant la période pendant laquelle elles seront en circulation, les actions de catégorie D auront droit à des dividendes à verser par la Société correspondant au quotient des dividendes déclarés et payés par IPSEN S.A. par le nombre d'actions constituant une partie du prix d'achat par la Société des actions de catégorie D émises ou à émettre.

Ces dividendes seront mis en paiement en même temps que les dividendes payés aux autres catégories d'actions, ou à défaut de versement de dividendes aux autres catégories d'actions de la Société, dans le mois qui suit l'assemblée ordinaire de la Société.

Si la Société est dans l'impossibilité de verser ce dividende spécifique aux titulaires d'actions de catégorie D en raison de l'absence de réserves distribuables suffisantes, le paiement de ce dividende aux titulaires d'actions de catégorie D sera effectué, quand bien même les actions de catégorie D auraient fait l'objet d'un achat dans les conditions décrites ci-dessus, immédiatement après l'assemblée générale qui aura constaté l'existence de réserves distribuables suffisantes.

Les titulaires d'options ou d'actions D, et dans le cas visé ci-dessus, les ex-titulaires de catégorie D, n'auront droit à aucune autre distribution faite par la Société.

Si la Société est dans l'impossibilité de transmettre des actions IPSEN S.A. aux titulaires d'actions de catégorie D en raison d'engagements de conservation vis à vis de tiers, la Société transmettra les actions IPSEN S.A. aux titulaires d'actions de catégorie D dès que ses engagements de conservation auront cessé.

Si (i) IPSEN S.A. faisait l'objet d'une réorganisation, fusion, scission ou mesure similaire, la quote-part des titres et autres actifs reçus par la Société dans le cadre d'une de ces opérations remplacerait les actions IPSEN S.A. devant être délivrées en cas d'achat par la Société d'actions de catégorie D, ou si (ii) IPSEN S.A. distribuait une partie de ses actifs à ses actionnaires (autrement que sous la forme de dividendes dans le cours normal de la vie sociale), la quote-part correspondante des actifs distribués serait remise lors de l'achat par la Société d'actions de catégorie D en complément des actions IPSEN S.A. et du montant en espèces susvisés à titre de complément de prix.

A compter de l'expiration du troisième mois suivant l'émission d'actions de catégorie D au profit d'un titulaire d'options, et pendant toute la période où les actions seront en circulation, la Société pourra, moyennant lettre recommandée adressée à un titulaire d'actions de catégorie D, procéder à son initiative à l'achat des actions D détenues par cette personne, cette décision étant notifiée par lettre recommandée et l'achat se faisant dans les dix jours de son expédition.

En ce cas, les actions concernées seront annulées et cette annulation sera inscrite dans le registre des actionnaires. La Société transférera à l'ancien titulaire des actions D concernées les actions IPSEN S.A. et les espèces auxquelles il aura droit conformément aux stipulations qui précèdent, sur des comptes à désigner par l'ancien titulaire, à défaut, à des comptes ouverts par la Société à cette fin auprès d'un établissement de crédit au Luxembourg.

Toutefois, un actionnaire D concerné pourra demander le report du délai de trois mois pour juste motif, ce report ne pouvant excéder une durée totale de vingt-cinq mois.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'assemblée a décidé de modifier l'article 7,3, (vi) des statuts en ajoutant à la phrase «en cas de mutation dans le cadre d'une introduction en bourse des actions de la société sur un marché réglementé «les mots suivants» ou d'échange d'actions de classe D contre des actions d'IPSEN S.A.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

L'assemblée a décidé de modifier l'article 25 des statuts en remplaçant la phrase «Les actions de toutes les catégories participent de façon égale aux distributions supplémentaires» par «Les actions des catégories A, B et C participent de façon égale aux distributions supplémentaires, le dividende à attribuer aux actions de catégorie D étant défini à l'article 11bis.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Schill, P. Reckinger, J. Lietz, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 septembre 2005, vol. 897, fol. 37, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(096051.3/239/205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

**MAYROY, Société Anonyme,
(anc. IPSEN).**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 48.865.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(096052.3/239/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

CHAUFFAGE EECHERSCHMELZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1278 Luxembourg, 5, rue Tony Bour.
R. C. Luxembourg B 87.228.

L'an deux mille cinq, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CHAUFFAGE EECHERSCHMELZ S.A., ayant son siège social à L-1278 Luxembourg, 5, rue Tony Bour, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 87.228, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 19 mars 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1088 du 16 juillet 2002.

L'Assemblée est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur Michel Marchand, économiste, demeurant à Attert,

qui désigne comme secrétaire Madame Marina Muller, employée privée, demeurant à Athus.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Sandra Schenk, employée privée, demeurant à Heinsch.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires ayant droit de vote dans cette assemblée extraordinaire étant tous ici représentés, ainsi que cela résulte de la liste de présence ci-annexée, la présente Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur son ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital à concurrence de EUR 706.180,- pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- à EUR 737.180,- par l'émission de 22.780 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 31,- chacune.

2. Souscription des actions nouvelles par le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat par un apport en nature.

3. Modification afférente du premier alinéa de l'article 5 des statuts.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de sept cent six mille cent quatre-vingt euros (EUR 706.180,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à sept cent trente-sept mille cent quatre-vingt euros (EUR 737.180,-) par l'émission de vingt-deux mille sept cent quatre-vingt (22.780) actions nouvelles d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune. Les actions sont émises avec une prime d'émission de cinq cent quarante et un mille neuf cent onze euros (EUR 541.911,-).

Souscription et libération

Les 22.780 actions nouvelles sont souscrites à l'instant même par l'établissement public FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT, établi à Luxembourg, ici représenté par Monsieur Michel Marchand, en vertu d'une procuration du 5 octobre 2005, qui restera annexée aux présentes.

Les actions ainsi souscrites sont entièrement libérées par l'apport à la Société d'une installation de cogénération que le FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT a fait ériger à ses frais dans le local réservé à cet effet dans les bâtiments A et B du lot D sur le site Eecherschmelz-Millebach à Luxembourg, évaluée à son prix d'acquisition de EUR 1.248.110,- arrondi à EUR 1.248.091,-.

La différence entre la valeur estimée de l'apport et l'augmentation de capital, soit la somme de EUR 541.911,- est affectée à un poste «prime d'émission».

L'apport en nature ci-dessus a fait l'objet d'un rapport daté du 25 octobre 2005 établi conformément aux articles 32-1 et 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales par la société à responsabilité limitée PriceWaterhouse Coopers, avec siège à Luxembourg, réviseur d'entreprises.

Ce rapport conclut comme suit:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites au point 3 ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le fait que la valeur de l'apport tel que décrit au paragraphe 2.1 est au moins égale au nombre et à la valeur nominale des actions qui seront émises en contrepartie, augmenté de la prime d'émission.»

Ce rapport restera annexé aux présentes.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social est fixé à sept cent trente-sept mille cent quatre-vingt euros (EUR 737.180,-) représenté par vingt-trois mille sept cent quatre-vingt (23.780) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune.»

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, approximativement à la somme de EUR 15.000,-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Approbation

La souscription des actions nouvelles par le FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT et la libération par l'apport en nature ci-dessus a été approuvée par le Ministre du Logement conformément à l'article 65 de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement telle que modifiée par la loi du 23 juillet 1983 en date du 25 octobre 2005. Cette approbation restera annexée aux présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Marchand, M. Muller, S. Schenk, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 25 octobre 2005, vol. 150S, fol. 49, case 8. – Reçu 12.480,91 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société, sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2005.

F. Baden.

(096080.3/200/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

CHAUFFAGE EECHERSCHMELZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1278 Luxembourg, 5, rue Tony Bourg.

R. C. Luxembourg B 87.228.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(096081.3/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

IRTEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie.
R. C. Luxembourg B 111.490.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-six octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich.

Ont comparu:

1. ENGINEERING INVESTMENT LIMITED, avec siège social à Victoria, Mahe, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Sreet, Suite 13, inscrite au Registre IBC 01667, ici représentée par Monsieur Philippe Marchal ci-après dénommé, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg le 26 octobre 2005;

2. Monsieur Philippe Marchal, juriste, demeurant à L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de IRTEX S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par voie d'achat, de souscription ainsi que la réalisation par voie de vente ou d'échange, de tous titres, actions, obligations, et billets à ordre et autres garanties de tous genre, ainsi que l'administration et la gestion de leurs portefeuilles.

La société pourra notamment participer à la création et/ou au développement dans toutes entreprises commerciales, industrielles et financières et pourra accorder à ces dernières son aide par voie de prêt, garanties ou par d'autres voies.

La société pourra emprunter pour acquérir tous titres et actions. En général, elle pourra contrôler et réaliser toutes opérations qui s'avéreront nécessaires à l'accomplissement de son objet social sans pour autant être soumise à la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés à participation financière.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés ou non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-deux mille (32.000,- EUR) euros représenté par trois cent vingt (320) actions d'une valeur nominale de cent (100,- EUR) euros chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

La société a un capital autorisé d'un million (1.000.000,- EUR) d'euros divisé en dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent (100,- EUR) euros chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à émettre de nouvelles actions avec ou sans prime d'émission pour porter le capital de la société au montant total du capital autorisé en tout ou en partie et en temps qu'il appartiendra tel qu'il le déterminera et à accepter les souscriptions pour de telles actions endéans la période déterminée par l'article 32 (5) de la loi sur les sociétés commerciales.

La période ou l'étendue de ce pouvoir pourront être élargies suivant résolution des actionnaires en assemblée générale.

Titre III. Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, une procuration entre administrateurs étant permise, laquelle procuration peut être donnée par lettre, télégramme, telex ou fax.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent voter par lettre, télégramme, telex ou fax.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, le président a une voix prépondérante.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

Titre V. Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 17 mars de chaque année à 14.00 heures et pour la première fois en 2006.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 2005.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Souscription - Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
1) ENGINEERING INVESTMENT LIMITED, préqualifiée	31.000,-	7.750,-	310
2) Philippe Marchal, prénommé.....	1.000,-	250,-	10
Total.....	32.000,-	8.000,-	320

Ces actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de 25%, de sorte que la somme de huit mille (8.000,- EUR) euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2011:
 - a) Madame Karine Bicard, juriste, née à F-Metz, le 8 mai 1969, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie;
 - b) Monsieur Philippe Marchal, juriste, né à F-Metz, le 13 mai 1970, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie;
 - c) la société ENGINEERING INVESTMENT LIMITED, préqualifiée.
3. Est appelé aux fonctions de commissaire son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2006 la société à responsabilité limitée GEFCO AUDIT, S.à r.l., avec siège social à L-5836 Alzingen, 6, rue Nicolas Wester, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B numéro 64.276.
4. Le siège social de la société est fixé à L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Marchal, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 31 octobre 2005, vol. 469, fol. 65, case 11. – Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 4 novembre 2005.

M. Schaeffer.

(095984.3/5770/161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

A.P.C., AUTOMOTIVE PARTS CONSULTING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

R. C. Luxembourg B 111.488.

—
STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach.

Ont comparu:

1. La société à responsabilité limitée AEROSPACE TECHNOLOGY LUXEMBOURG, S.à r.l., avec siège social à L-8010 Strassen, 200, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 56.541, représentée par son gérant Monsieur Norbert Heil, consultant, demeurant à D-76887 Bad Bergzabern, Kurtals-trasse 20,

ici représentée par Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 20 octobre 2005.

2. Monsieur Alain Darly, ingénieur, demeurant à F-46300 Gourdon, Les Hermissens Sud,

ici représenté par Monsieur Max Galowich, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 20 octobre 2005.

Lesquelles procurations, après avoir été signées par le comparant, agissant comme dit ci-avant, et ne varietur par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et les propriétaires de parts qui pourront l'être dans la suite, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la consultance dans le domaine de l'industrie automobile.

Elle pourra faire toutes les opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Art. 4. La société prend la dénomination de AUTOMOTIVE PARTS CONSULTING, S.à r.l., en abrégé A.P.C., S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger en vertu d'un consentement des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. La société à responsabilité limitée AEROSPACE TECHNOLOGY LUXEMBOURG, S.à r.l., avec siège social à L-8010 Strassen, 200, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 56.541, deux cent cinquante parts sociales.	250
2. Monsieur Alain Darly, ingénieur, demeurant à F-46300 Gourdon, Les Hermissens Sud, deux cent cinquante parts sociales.	250
Total: cinq cents parts sociales.	500

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, à condition qu'ils rentrent dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 18. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-trois des lois sur les sociétés (loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois) se trouvent remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2005.

Evaluation

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ huit cent cinquante euros (EUR 850,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes.

1. Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Alain Darly, ingénieur, demeurant à F-46300 Gourdon, Les Hermissens Sud.

2. La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3. Le siège social de la société est établi à L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Galowich, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 26 octobre 2005, vol. 360, fol. 38, case 11. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 3 novembre 2005.

H. Beck.

(095982.3/201/110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

STAR SDL HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 109.854.

In the year two thousand and five, on the twelfth day of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public, residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholder of STAR SDL HOLDINGS, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 109.854, incorporated by a deed of the undersigned notary of July 19, 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (the «Company»).

The meeting is presided by Mr Patrick Van Hees, jurist, with professional address at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Rachel Uhl, jurist, with professional address at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I. The sole shareholder present or represented and the number of shares held by him is shown on an attendance list. That list and the proxy, signed by the appearing person and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. As it appears from the attendance list, all the 500 (five hundred) shares, representing the whole capital of the Company, are represented so that the sole shareholder exercising the powers devolved to the meeting can validly decide on all items of the agenda of which the shareholder has been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Increase of the issued share capital of the Company by an amount of EUR 67,500.00 (sixty-seven thousand five hundred Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 12,500.00 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 80,000.00 (eighty thousand Euro) by the issuance of 2,700 (two thousand seven hundred) new shares with a par value of EUR 25.00 (twenty-five Euro) each, having the same rights as the already existing shares, by a contribution in cash.

2.- Amendment of article eight of the Articles of Association in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholder decides what follows:

First resolution

It is decided to increase the subscribed capital of the Company by an amount of EUR 67,500.00 (sixty-seven thousand five hundred Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 12,500.00 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 80,000.00 (eighty thousand Euro) by the issuance of 2,700 (two thousand seven hundred) new shares having a par value of EUR 25.00 (twenty-five Euro) each, having the same rights as the already existing shares.

Second resolution

It is decided to admit the sole shareholder SOF EUROPEAN HOTEL CO-INVEST HOLDINGS, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 108.776 to the subscription of the 2,700 (two thousand seven hundred) new shares.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon SOF EUROPEAN HOTEL CO-INVEST HOLDINGS, S.à r.l., prenamed, represented by M. Patrich Van Hees, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy,

declared to subscribe to the 2,700 (two thousand seven hundred) new shares and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of EUR 67,500.00 (sixty-seven thousand five hundred Euro), as was certified to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, it is decided to amend Article eight of the Articles of Association to read as follows:

Art. 8. «The Company's capital is set at EUR 80,000.- (eighty thousand Euro) represented by 3,200 (three thousand two hundred) shares with a par value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately 2,200.- Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille cinq, le douze septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société à responsabilité limitée STAR SDL HOLDINGS, S.à r.l., ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.854, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 19 juillet 2005, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (la «Société»).

L'assemblée est présidée par Mr Patrick Van Hees, avec adresse professionnelle au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Rachel Uhl, juriste, avec adresse professionnelle au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique présent ou représenté et le nombre de parts qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signées par le comparant et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Ainsi qu'il résulte de ladite liste de présence, toutes les 500 (cinq cents) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire de sorte que l'associé unique, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'associé unique a préalablement été informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 67.500,- (soixante-sept mille cinq cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) à EUR 80.000,- (quatre-vingt mille euros) par l'émission de 2.700 (deux mille sept cents) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, ayant les mêmes droits que les parts sociales déjà existantes, par apport en numéraire.

2.- Modification afférente de l'article huit des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, l'associé unique décide ce qui suit:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de EUR 67.500,- (soixante-sept mille cinq cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) à EUR 80.000,- (quatre-vingt mille euros) par l'émission de 2.700 (deux mille sept cents) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, ayant les mêmes droits que les parts sociales déjà existantes, par apport en numéraire.

Deuxième résolution

Il est décidé d'admettre l'associé unique, SOF EUROPEAN HOTEL CO-INVEST HOLDING, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.776 prénommée, à la souscription des 2.700 (deux mille sept cents) parts sociales nouvelles:

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite SOF EUROPEAN HOTEL CO-INVEST HOLDING, S.à r.l., prénommée, représentée par Mr Patrick Van Hees, prénommé, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant,

a déclaré souscrire aux 2.700 (deux mille sept cents) parts sociales nouvelles, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 67.500,- (soixante-sept mille cinq cents euros) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article huit des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 8. Le capital social de la société est fixé à EUR 80.000,- (quatre-vingt mille euros) divisé en 3.200,- (trois mille deux cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 2.200,- euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: P. Van Hees, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 21 septembre 2005, vol. 150S, fol. 6, case 10. – Reçu 675 euros.

Le Receveur ff. (signé): J. Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2005.

J. Elvinger.

(096037.3/211/126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Registered office: Senningerberg.

R. C. Luxembourg B 27.689.

In the year two thousand and five, on the twenty-ninth day in the month of August.

Before us, Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), who will remain depository of the present deed.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A. (the «Company»), incorporated in Luxembourg on March 30, 1988, by deed of Maître Joseph Kerschen, then notary residing in Luxembourg-Eich, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 117, on May 4, 1988.

The Articles of Incorporation have been amended for the last time, on May 30, 2003 by deed of Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, N° 671, on June 26, 2003.

The meeting was declared open and was presided over by Maître Freddy Brausch, avocat, with professional address in Luxembourg, who appointed as Secretary of the meeting Maître Stéphanie Ancien, avocat, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Maître Max Welbes, avocat, with professional address in Luxembourg.

All shareholders were present or represented and declared to have knowledge of the agenda of the meeting and to waive any and all procedures of convening or others.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders and the number of shares held by each of them are listed on an attendance list signed by the shareholders present and represented and by the members of the bureau; this list and the proxies of the shareholders represented, initialed ne varietur, will remain attached to the original of these minutes in order to be registered with it.

2. It results from the said attendance list that all the shares of the Company are present or represented at the meeting which is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all matters on the agenda, of which the shareholders have been informed before this meeting.

3. The agenda of the meeting was as follows:

Agenda:

1. To add after the two first paragraphs of Article 2 of the articles of incorporation of the Company (the «Articles of Incorporation») a new paragraph, to read as follows:

«The registered office may be transferred within the municipality of Niederanven by resolution of the Board of Directors».

2. To delete Article 3 of the Articles of Incorporation and to replace it with the following:

«The purpose of the corporation is the creation, the promotion, the administration and the management of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised pursuant to Council Directive 85/611/EEC of 20 December 1985, as amended, on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCITS, and of other undertakings for collective investment («UCIs»).

More generally the corporation may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object, remaining always within the limitations set forth by Part IV, Chapter 13 of the Law of 20 December 2002, on undertakings for collective investment (the «2002 Law»).

3. To increase the corporate capital by an amount of two million four hundred and ninety-nine thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,499,988.80), so as to raise it from its current amount of one hundred and twenty-four thousand Euro (EUR 124,000.-) divided into five thousand (5,000) shares, without a par value, to two million six hundred twenty-three thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,623,988.80) divided into one hundred five thousand and eight hundred six (105,806) shares without a par value.

4. To issue one hundred thousand eight hundred six (100,806) new shares having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the EGM resolving on the capital increase.

5. To accept the subscription of these one hundred thousand eight hundred six (100,806) shares without par value by MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., a company existing and incorporated under the laws of The Netherlands, having its registered office at 27th Floor, Rembrandt Tower, 1096 HA Amsterdam, The Netherlands, and to accept payment in full of each of these shares by a contribution in cash, subject to the waiver by WIMCO NOMINEES LTD, a company existing and incorporated under the laws of England, established at 33, King William Street, London EC4R 9AS, United Kingdom of its preferential subscription right.

6. To amend Article 5 of the Articles of Incorporation so as to reflect the resolutions to be adopted under items 3 to 5 of the Agenda to read as follows:

«The corporate capital is set at two million six hundred twenty-three thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,623,988.80), represented by one hundred five thousand and eight hundred six (105,806) fully paid up shares without a par value.»

7. To amend the last paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation, to read as follows:

«In the event of a vacancy in the office of a director the remaining directors may meet and elect, by majority vote, a director to fill such a vacancy until the next meeting of shareholders.»

8. To replace in the fourth paragraph of Article 8 the word «emergency» by «urgency» and to add an eighth paragraph to Article 8 of the Articles of Incorporation, to read as follows:

«The chairman of the meeting shall have a casting vote.»

9. To delete the last two paragraphs of Article 10 of the Articles of Incorporation and to replace them with the following:

«The Board of Directors may delegate part of its powers to at least two persons that shall be of sufficiently good repute and that shall be sufficiently experienced also in relation to the type of business carried out by the UCIs referred to Article 3. These persons shall have full authority to act on behalf of the corporation in all matters concerned with the daily management and affairs of the corporation, and to carry out all acts in furtherance of the policy and purpose of the corporation».

10. To delete Article 11 of the Articles of Incorporation and to replace it with the following:

«A director having a personal interest contrary to that of the corporation in a matter submitted to the approval of the Board of Directors shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the Board. At the next General Meeting of Shareholders, before votes are taken in any other matter, the shareholders shall be informed of those cases in which a director had a personal interest contrary to that of the corporation.

In case a quorum of the Board of Directors cannot be reached due to a conflict of interests, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board of Directors present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

No contract or other transaction between the corporation and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the corporation have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business, unless this is a situation of conflict of interest prohibited by law.»

11. To delete the last sentence of Article 13 of the Articles of Incorporation.

12. To add a reference to the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment at the end of Article 21 of the Articles of Incorporation, to read as follows:

«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on Commercial Companies as amended and with the 2002 Law.»

And has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

Resolved to add after the two first paragraphs of Article 2 of the Articles of incorporation a new paragraph, to read as follows:

«The registered office may be transferred within the municipality of Niederanven by resolution of the Board of Directors.»

Second resolution

Resolved to delete Article 3 of the Articles of Incorporation and to replace it by the following:

«The purpose of the corporation is the creation, the promotion, the administration and the management of undertakings for collective investment in transferable securities («UCITS») authorised pursuant to Council Directive 85/611/EEC of 20 December 1985, as amended, on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to UCITS, and of other undertakings for collective investment («UCIs»).»

More generally the corporation may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object, remaining always within the limitations set forth by Part IV, Chapter 13 of the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»).»

Third resolution

Resolved to increase the corporate capital by an amount of two million four hundred and ninety-nine thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,499,988.80) so as to raise it from its current amount of one hundred and twenty-four thousand Euro (EUR 124,000.-) divided into five thousand (5,000) shares, without a par value, to two million and six hundred and twenty-three thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,623,988.80) divided into one hundred five thousand and eight hundred six (105,806) shares, without a par value.

Fourth resolution

Resolved to issue one hundred thousand eight hundred six (100,806) new shares having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the EGM.

Subscription - payment

Thereupon appeared M^e Freddy Brausch, avocat, residing in Luxembourg, acting in his capacity as duly authorised attorney in fact of (i) MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., a company existing and incorporated under the laws of The Netherlands, having its registered office at 27th Floor, Rembrandt Tower, 1096 HA Amsterdam, The Netherlands; and (ii) WIMCO NOMINEES LTD, a company existing and incorporated under the laws of England, established at 33, King Willima Street, London EC4R 9AS, United Kingdom.

The person appearing declared to expressly waive in the name of and on behalf of WIMCO NOMINEES LTD, its preferential subscription right (if any).

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V. for one hundred thousand eight hundred six (100,806) shares without a par value and to make full payment for each such new shares by a contribution in cash of two million four hundred and ninety-nine thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,499,988.80).

Proof of this payment has been given to the notary who expressly states this.

Fifth resolution

Resolved to accept the subscription of these one hundred thousand eight hundred six (100,806) shares without par value by MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., a company existing and incorporated under the laws of The Netherlands, having its registered office at 27th Floor, Rembrandt Tower, 1096 HA Amsterdam, The Netherlands, and to accept payment in full of each of these shares by a contribution in cash.

Sixth resolution

Resolved to amend Article 5 of the Articles of Incorporation so as to reflect the resolutions to be adopted under items 3 to 5 of the Agenda to read as follows:

«The corporate capital is set at two million six hundred twenty- three thousand nine hundred eighty-eight Euro and eighty cents (EUR 2,623,988.80), represented by one hundred five thousand and eight hundred six (105,806) fully paid up shares without a par value.»

Seventh resolution

Resolved to amend the last paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation, to read as follows:

«In the event of a vacancy in the office of a director the remaining directors may meet and elect, by majority vote, a director to fill such a vacancy until the next meeting of shareholders.»

Eighth resolution

Resolved to replace in the fourth paragraph of Article 8 the word «emergency» by «urgency» and to add an eighth paragraph to Article 8 of the Articles of Incorporation, to read as follows:

«The chairman of the meeting shall have a casting vote.»

Ninth resolution

Resolved to delete the last two paragraphs of Article 10 of the Articles of Incorporation and to replace them with the following:

«The Board of Directors may delegate part of its powers to at least two persons that shall be of sufficiently good repute and that shall be sufficiently experienced also in relation to the type of business carried out by the UCIs referred to Article 3. These persons shall have full authority to act on behalf of the corporation in all matters concerned with the daily management and affairs of the corporation, and to carry out all acts in furtherance of the policy and purpose of the corporation.»

Tenth resolution

Resolved to delete Article 11 of the Articles of Incorporation and to replace it with the following:

«A director having a personal interest contrary to that of the corporation in a matter submitted to the approval of the Board of Directors shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceeding of the Board. At the next General Meeting of Shareholders, before votes are taken in any other matter, the shareholders shall be informed of those cases in which a director had a personal interest contrary to that of the corporation.

In case a quorum of the Board of Directors cannot be reached due to a conflict of interests, resolutions passed by the required majority of the other members of the Board of Directors present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

No contract or other transaction between the corporation and any other company, firm or other entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the corporation have a personal interest in, or are a director, associate, officer or employee of such other company, firm or other entity. Any director who is director or officer or employee of any company, firm or other entity with which the corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, merely by reason of such affiliation with such other company, firm or other entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business, unless this is a situation of conflict of interest prohibited by law.»

Eleventh resolution

Resolved to delete the last sentence of Article 13 of the Articles of Incorporation.

Twelfth resolution

Resolved to add a reference to the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment at the end of Article 21 of the Articles of Incorporation, to read as follows:

«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on Commercial Companies as amended and with the 2002 Law.»

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately twenty-nine thousand Euro.

There being no further item on the agenda the chairman closed the meeting.

The undersigned notary, who speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English and followed by a French translation. In case of divergences between the English and French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their names, surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-neuvième jour du mois d'août.

Par-devant nous Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

S'est tenue l'assemblée extraordinaire d'actionnaires de MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A. (la «Société»), constituée à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Joseph Kerschen, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 30 mars 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 117 en date du 4 mai 1988.

Les Statuts ont été amendés pour la dernière fois le 30 mai 2003 suivant acte reçu par Maître Paul Decker, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, numéro 671 du 26 juin 2003.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Maître Freddy Brausch, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Maître Stéphanie Ancien, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Maître Max Welbes, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Ensuite, le président déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1. Les actionnaires et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur la liste de présence signée par les actionnaires présents et représentés et par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations

des actionnaires représentés, paraphées ne varietur resteront annexées à l'original de ce procès-verbal pour être enregistrées avec lui.

2. Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions de la Société sont représentées à l'assemblée qui est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été informés avant la présente assemblée.

3. L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

1. Ajout après les deux premiers paragraphes de l'article 2 des statuts de la Société (les «Statuts») d'un nouveau paragraphe qui aura la teneur suivante:

«Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la commune de Niederanven sur résolution du Conseil d'Administration».

2. Remplacement de l'article 3 des Statuts par la disposition suivante:

La société a pour objet la création, la promotion, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») agréés conformément à la Directive 85/611/CEE du Conseil du 20 décembre 1985, telle que modifiée, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains OPCVM, et d'autres organismes de placement collectif («OPC»).

Plus généralement, la société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la Partie IV, Chapitre 13 de la Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi de 2002»).

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.499.988,80) pour l'augmenter de son montant actuel de cent vingt-quatre mille euros (EUR 124.000,-) divisés en cinq mille (5.000) actions sans valeur nominale à deux millions six cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.623.988,80) divisés en cent cinq mille huit cent six actions (105.806), sans valeur nominale.

4. Emission de cent mille huit cent six (100.806) nouvelles actions avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à des dividendes à compter de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de procéder à l'augmentation de capital.

5. Acceptation de la souscription de cent mille huit cent six (100.806) nouvelles actions, sans valeur nominale par MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., une société soumise au droit néerlandais et ayant son siège social au 27th Floor, Rembrandt Tower, 1096 HA Amsterdam, Pays-Bas, et acceptation du paiement complet pour chacune de ces actions par un apport en espèces, sous réserve de la renonciation de WIMCO NOMINEES LTD, une société soumise au droit anglais, établie au 33, King William Street, Londres EC4R 9AS, Royaume-Uni, à son droit préférentiel de souscription.

6. Modification du premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, de façon à refléter les résolutions prises sous les points 3 à 5 de l'ordre du jour:

«Le capital social est fixé à deux millions six cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.623.988,80) représenté par cent cinq mille huit cent six actions (105.806 actions entièrement libérées sans valeur nominale).»

7. Modification du dernier paragraphe de l'article 7 des Statuts comme suit:

«En cas de vacance d'une place d'administrateur les administrateurs restant réunis ont le droit d'élire, à la majorité des voix, un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.»

8. Remplacement dans la quatrième paragraphe de l'article 8 de la version anglaise des Statuts du mot «emergency» par le mot «urgency» et ajout d'un huitième paragraphe à l'article 8 des statuts, qui aura la teneur suivante:

«Le Président de la réunion aura une voix prépondérante».

9. Remplacement des deux derniers paragraphes de l'article 10 des Statuts par la disposition suivante:

«Le Conseil d'Administration peut déléguer pour partie ses pouvoirs à au moins deux personnes ayant une honnabilité et une expérience suffisantes pour le type d'activités menées par les OPC auxquels il est fait référence à l'article 3. Ces personnes ont pleins pouvoirs pour agir au nom de la société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et l'exécution d'opérations de la société, ainsi que pour accomplir tout acte en vue de l'accomplissement de l'objet et la poursuite de l'orientation générale de la société».

10. Remplacement de l'article 11 des Statuts par les dispositions suivantes:

«Un administrateur ayant un intérêt personnel contraire à celui de la société dans une matière soumise à l'accord du Conseil d'Administration sera obligé d'en informer le Conseil d'Administration et il en sera fait état dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra participer à cette délibération du Conseil. A la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant tout autre vote, les actionnaires seront informés des cas dans lesquels un administrateur avait un intérêt personnel contraire à celui de la société.

Au cas où un quorum du Conseil d'Administration ne peut être atteint à cause d'un conflit d'intérêts, les décisions prises par la majorité requise des autres membres du Conseil d'Administration présents ou représentés et votants à cette réunion seront réputés valables.

Aucun contrat ni aucune transaction entre la société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs des administrateurs ou directeurs de la société ont un intérêt personnel dans, ou sont administrateurs, associés, directeurs ou employés d'une telle société ou entité. Tout administrateur qui serait administrateur, directeur ou employé d'une société ou entité avec laquelle la société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires ne pourra, pour la seule raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de

délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire à moins que cette situation ne constitue un cas de conflit d'intérêt interdit par la loi.»

11. Suppression de la dernière phrase de l'article 13 des Statuts.

12. Ajout d'une référence à la Loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif à la fin de l'article 21 des Statuts, qui aura la teneur suivante:

«Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, seront réglées conformément à la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et à la Loi de 2002.»

Et a demandé au notaire soussigné d'approuver les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide d'ajouter après les deux premiers alinéas de l'article 2 des Statuts un nouvel alinéa qui aura la teneur suivante:

«Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la commune de Niederanven sur résolution du Conseil d'Administration.»

Seconde résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de remplacer l'article 3 des Statuts par la disposition suivante:

«La société a pour objet la création, la promotion, l'administration et la gestion d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières («OPCVM») agréés conformément à la Directive 85/611/CEE du Conseil du 20 décembre 1985, telle que modifiée, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains OPCVM, et d'autres organismes de placement collectif («OPC»).

Plus généralement, la société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la Partie IV, Chapitre 13 de la Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi de 2002»).

Troisième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.499.988,80) pour l'augmenter de son montant actuel de cent vingt-quatre mille euros (EUR 124.000,-) divisés en cinq mille (5.000) actions sans valeur nominale à deux millions six cents vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.623.988,80) divisés en cent cinq mille huit cent six (105.806) actions, sans valeur nominale.

Quatrième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide d'émettre cent mille huit cent six (100.806) nouvelles actions avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à des dividendes à compter de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de procéder à l'augmentation de capital.

Souscription - Libération

A la suite de quoi comparaît Maître Freddy Brausch, avocat, résidant à Luxembourg, agissant en qualité de mandataire de (i) MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., une société soumise au droit néerlandais et ayant son siège social au 27th Floor, Rembrandt Tower, 1096 HA Amsterdam, Pays-Bas, et (ii) WIMCO NOMINEES LTD, une société soumise au droit anglais, établie au 33, King William Street, Londres EC4R 9AS, Royaume-Uni.

La personne comparante ayant le pouvoir de souscrire au nom et pour le compte de WIMCO NOMINEES LTD déclare renoncer à son droit préférentiel de souscription (si applicable).

La personne agissant au nom et pour le compte de MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., déclare souscrire cent mille huit cent six (100.806) nouvelles actions, sans valeur nominale et libérer chaque nouvelle action par un apport en numéraire total de deux millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.499.988,80).

Cinquième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide d'accepter la souscription de ces cent mille huit cent six (100.806) nouvelles actions, sans valeur nominale par MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS HOLDINGS B.V., une société soumise au droit néerlandais et ayant son siège social au 27th Floor, Rembrandt Tower, 1096 HA Amsterdam, Pays-Bas, et d'accepter la libération complète de chacune de ces actions par un apport en espèces.

Sixième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des Statuts, de manière à refléter les résolutions prises sous les points 3 à 5 de l'ordre du jour:

«Le capital social est fixé à deux millions six cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt cents (EUR 2.623.988,80) représenté par cent cinq mille huit cent six actions (105.806) actions entièrement libérées sans valeur nominale.»

Septième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de modifier le dernier alinéa de l'article 7 des Statuts comme suit:

«En cas de vacance d'une place d'administrateur les administrateurs restant réunis ont le droit d'élire, à la majorité des voix, un administrateur pour combler cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.»

Huitième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de remplacer dans le quatrième alinéa de l'article 8 de la version anglaise des Statuts le mot «emergency» par le mot «urgency» et d'ajouter un huitième alinéa à l'article 8 des statuts, qui aura la teneur suivante:

«Le Président de la réunion aura une voix prépondérante.»

Neuvième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de remplacer les deux derniers alinéas de l'article 10 des Statuts par la disposition suivante:

«Le Conseil d'Administration peut déléguer pour partie ses pouvoirs à au moins deux personnes ayant une honorabilité et une expérience suffisantes pour le type d'activités menées par les OPC auxquels il est fait référence à l'article 3. Ces personnes ont pleins pouvoirs pour agir au nom de la société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et l'exécution d'opérations de la société, ainsi que pour accomplir tout acte en vue de l'accomplissement de l'objet et la poursuite de l'orientation générale de la société.»

Dixième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de remplacer l'article 11 des Statuts par les dispositions suivantes:

«Un administrateur ayant un intérêt personnel contraire à celui de la société dans une matière soumise à l'accord du Conseil d'Administration sera obligé d'en informer le Conseil d'Administration et il en sera fait état dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra participer à cette délibération du Conseil. A la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant tout autre vote, les actionnaires seront informés des cas dans lesquels un administrateur avait un intérêt personnel contraire à celui de la société.

Au cas où un quorum du Conseil d'Administration ne peut être atteint à cause d'un conflit d'intérêts, les décisions prises par la majorité requise des autres membres du Conseil d'Administration présents ou représentés et votants à cette réunion seront réputés valables.

Aucun contrat ni aucune transaction entre la société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs des administrateurs ou directeurs de la société ont un intérêt personnel dans, ou sont administrateurs, associés, directeurs ou employés d'une telle société ou entité. Tout administrateur qui serait administrateur, directeur ou employé d'une société ou entité avec laquelle la société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires ne pourra, pour la seule raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire à moins que cette situation ne constitue un cas de conflit d'intérêt interdit par la loi.»

Onzième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide de supprimer la dernière phrase de l'article 13 des Statuts.

Douzième résolution

L'assemblée extraordinaire des actionnaires décide d'ajouter d'une référence à la Loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif à la fin de l'article 21 des Statuts, qui aura la teneur suivante:

«Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, seront réglées conformément à la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et à la Loi de 2002.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à vingt-neuf mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Brausch, S. Ancien, M. Welbes, P. Bettingen.

Enregistré à Esch, le 2 septembre 2005, vol. 897, fol. 5, case 2. – Reçu 24.999,89 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(096055.3/239/390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Senningerberg.
R. C. Luxembourg B 27.689.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2005.

J.-J. Wagner.

(096057.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

WHIRLWIND PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

R. C. Luxembourg B 109.805.

L'an deux mille cinq, le six octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme WHIRLWIND PARTICIPATIONS S.A., avec siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant de résidence à Luxembourg, en date du 26 juillet 2005, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Gaby Weber, employée privée, demeurant à Mersch.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean Beissel, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Suppression de la désignation de la valeur nominale des actions.

2. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de deux cent quinze mille cinq euros (215.005,- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente-cinq mille euros (35.000,- EUR) à un montant de deux cent cinquante mille cinq euros (250.005,- EUR) par l'émission de six mille cent quarante-trois (6.143) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que les actions existantes.

2. Souscription et libération de l'augmentation de capital par Monsieur André Gillioz, demeurant à Genève, l'autre actionnaire renonçant à son droit de souscription préférentiel.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

4. Démission de Monsieur Ricardo Sanchez de son poste d'administrateur de la société.

5. Nomination de Monsieur Pascal Erard, avocat, demeurant professionnellement à Genève, 61, rue du Rhône, comme nouvel administrateur.

6. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer purement et simplement la désignation de la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence d'un montant de deux cent quinze mille cinq euros (215.005,- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente-cinq mille euros (35.000,- EUR) à deux cent cinquante mille cinq euros (250.005,- EUR) par la création et l'émission de six mille cent quarante-trois (6.143) actions nouvelles.

Souscription et libération

L'actionnaire minoritaire ayant renoncé à son droit de souscription préférentiel est alors intervenu aux présentes:

Monsieur André Gillioz, avocat, demeurant professionnellement à Genève (Suisse), 61, rue du Rhône, né le 6 novembre 1937 à St Maurice, Suisse,

ici représenté par Monsieur Jean Beissel, expert-comptable, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 22 septembre 2005, laquelle restera annexée aux présentes,

lequel déclare souscrire six mille cent quarante-trois (6.143) actions nouvelles et les libérer par versement en espèces, de sorte que la somme de deux cent quinze mille cinq euros (215.005,- EUR) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille cinq euros (250.005,- EUR) représenté par sept mille cent quarante-trois (6.143) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires comme en matière de modification des statuts.»

Troisième résolution

L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Ricardo Sanchez Hernandez de son poste d'administrateur de la société et lui donne décharge pour l'exécution de son mandat.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Pascal Erard, avocat, demeurant professionnellement, à CH-1204 Genève, 61, rue du Rhône, né à Neuchâtel, Suisse, le 16 avril 1961, comme nouvel administrateur de la société.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2010.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ trois mille six cents euros (3.600,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au membre du bureau et au mandataire des comparants ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Nezar, G. Weber, J. Beissel, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 7 octobre 2005, vol. 150S, fol. 19, case 11. – Reçu 2.150,05 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2005.

G. Lecuit.

(096065.3/220/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

WHIRLWIND PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

R. C. Luxembourg B 109.805.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2005.

G. Lecuit.

(096066.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

**T-I HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. MALESCASSE FINANCE, S.à r.l.).**

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 106.007.

In the year two thousand and five, on the tenth day of October.

Before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

QUEBEC NOMINEES LIMITED, a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, with registered office at Tortola, Box 3483, Road Town, British Virgin Islands, registered with the Company Register of Tortola under the number 400547,

represented by Mr Jean Capot, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy dated October 10th, 2005.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of MALESCASSE FINANCE, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on January 28th, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 534 of June 3rd, 2005 (the Company).

II. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the Company's name from MALESCASSE FINANCE, S.à r.l. to T-I HOLDINGS, S.à r.l. with immediate effect.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 4 of the articles of association of the Company (the Articles) which shall be reworded as follows:

«**Art. 4.** The Company will have the name of T-I HOLDINGS, S.à r.l.»

There being no further item on the agenda, the Meeting is closed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximatively eight hundred Euro (EUR 800).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le dix octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

QUEBEC NOMINEES LIMITED, une société constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques, avec siège social à Tortola, Box 3483, Road Town, Iles Vierges Britanniques, immatriculée au Registre de Commerce de Tortola sous le numéro 400547,

représentée par Monsieur Jean Capot, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 octobre 2005.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'indiqué ci-dessus, a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l'associé unique (l'Associé Unique) de MALESCASSE FINANCE, S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise constituée suivant un acte du notaire instrumentant en date du 28 janvier 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 534 du 3 juin 2005 (la Société).

II. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société de MALESCASSE FINANCE, S.à r.l. en T-I HOLDINGS, S.à r.l. avec effet immédiat.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 4 des Statuts, qui sera reformulé de la manière suivante:

«**Art. 4.** La Société aura la dénomination de T-I HOLDINGS, S.à r.l.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est clôturée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit relatifs au présent acte, qui incomberont à la Société, s'élèvent à environ huit cents euros (EUR 800).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la demande de ladite partie comparante, en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte en original.

Signé: J. Capot, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2005, vol. 25CS, fol. 92, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2005.

G. Lecuit.

(096190.3/220/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

**T-I HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. MALESCASSE FINANCE, S.à r.l.).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 106.007.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2005.

G. Lecuit.

(096191.3/220/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2005.

MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED, Société à responsabilité limitée.

Share capital: EUR 12,500.

Registered office: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R. C. Luxembourg B 111.524.

—
STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-sixth day of October.

Before us, Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

MOBIL INTERNATIONAL PETROLEUM CORPORATION, a company existing under the laws of Delaware, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 338727, United States of America, having its registered office at The Prentice-Hall Corporation System, Inc., 2711 Centerville Road, Suite 400 Wilmington, Delaware, United States of America 19808, (the «Shareholder»),

hereby represented by Mr Graeme M. Wheatley, International Counsel Fuels Marketing, residing in Fairfax (Virginia), by virtue of a proxy given in Fairfax, Virginia, United States of America on 21 October 2005.

The said proxy signed ne varietur by the appearing person and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholder, represented as above mentioned, requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED, a company incorporated on 6 January 1993, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 338727, United States of America, existing until the date hereof under the laws of Delaware, having its registered office at 1013 Centre Road, New Castle County, Wilmington, Delaware, United States of America (the «Company»).

The Shareholder, represented as above mentioned, also requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholder acknowledges that on 21 October 2005, it decided to transfer the Company's registered office and effective place of management from the State of Delaware, United States of America, to the Grand Duchy of Luxembourg, and that all the formalities required to that effect by the laws of Delaware have been accomplished.

The Shareholder resolved to, with immediate effect, transfer the registered office and effective place of management of the Company from the city of Wilmington (County of New Castle, State of Delaware, United States of America) to the city of Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg), without the Company being dissolved, but the Company continuing its corporate existence as presently existing.

The Shareholder acknowledges and, to the extent necessary, resolves that, as a consequence thereof and in compliance with article 159 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, with effect as from the date of the present deed, the Company shall be subject to the laws of Luxembourg and shall become a legal entity governed by and subject to the laws of Luxembourg without the legal existence or personality of the Company being in any manner affected.

The Shareholder resolved that, with immediate effect, the Company adopts the Luxembourg nationality and subjects itself to Luxembourg law.

Second resolution

The Shareholder resolves to approve the balance sheet of the Company as per 30 September 2005.

The Shareholder further resolved to accept the report of ALTER DOMUS, S.à r.l., Réviseur d'entreprises, dated 26 October 2005 the conclusions of which read as follows:

«Based on the work performed as described in section 5 of this report, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind at the change of residence to Luxembourg of MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED, is not at least equal to the number and the par value of the shares to be issued, plus the share premium.»

The said report, signed ne varietur by the appearing person and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution

The Shareholder resolved that, with immediate effect, the Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) per share, all of which are fully paid up and held by it, and that the surplus of the net worth of the Company be allocated to the share premium account.

Fourth resolution

The Shareholder resolved that the Company adopts the form of a «société à responsabilité limitée».

Fifth resolution

The Shareholder resolved to continue the business of the Company as it is currently carried out and resolves to approve and adopt the following as the object of the Company (worded in English to be followed by a French translation thereof, the English text to prevail in case of divergences between the English and the French text):

«The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind of form. The Company may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes, securities, debentures, and certificates.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form. In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.»

Sixth resolution

The Shareholder resolved to, with immediate effect, fully restate the Company's articles of association so as to render them consistent with the Luxembourg law, and to consequently, with immediate effect, adopt the following new set of articles of association worded in English to be followed by a French translation thereof, the English text to prevail in case of divergences between the English and the French text:

Chapter I.- Form, Corporate Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form

There is established by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter a limited liability company («société à responsabilité limitée») governed by the law of August 10th, 1915, on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of association.

The Company is initially composed of a single shareholder, owner of all the shares; the Company may at any time be composed of several shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object

The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind of form. The Company may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes, securities, debentures, and certificates.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form. In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Denomination

The Company will exist under the denomination of MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED.

Art. 4. Duration

The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by a decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of the shareholders, as the case may be.

Art. 5. Registered Office

The registered office is established in the municipality of Bertrange.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Betrange by a decision of the Manager or, as the case may be, of the Board of Managers.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the single shareholder or, as the case may be, pursuant to a resolution of the general meeting of the shareholders in the manner provided for amendments to the present articles of association.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that in the view of the Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 6. Capital

The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), represented by five hundred (500) shares of a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine the type, price, interest rates, terms of issue and repayment and any other conditions for privately issued bonds.

A register of registered bonds shall be held at the registered office of the Company.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and reduction of the capital

The capital may at any time be increased or reduced by decision of the single shareholder or, as the case may be, pursuant to a resolution of the general meeting of the shareholders in the manner provided for amendments to the present articles of association.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares

Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to vote at the general meetings of the shareholders. If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of association to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of association of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of the shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares

1. Transfer of shares when the Company is composed of a single shareholder.

The single shareholder may transfer freely its shares.

2. Transfer of shares when the Company is composed of several shareholders.

The shares may be transferred freely amongst shareholders.

The shares can be transferred by living persons to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of the shareholders representing at least three quarters of the corporate capital.

Art. 11. Formalities

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

The transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder

The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 13. Board of Managers

The Company will be managed and administered by one or several managers, whether shareholders or not (the «Manager(s)»). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the «Board of Managers»).

Retiring Managers are eligible for reelection.

Each Manager is appointed for a limited or unlimited duration by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

While appointing the Managers, the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, set(s) their number, the duration of their tenure and, as the case may be, the powers and competence of the Managers.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to remove a Manager, with or without cause. Each Manager may resign as well. The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders decide upon the compensation of each Manager.

Art. 14. Bureau

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the Managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary of the Company and such other officers as it shall see fit.

None of these appointees need to be members of the Board of Managers.

Art. 15. Meetings of the Board of Managers

Meetings of the Board of Managers are called by the chairman or two members of the Board.

The Board of Managers may only proceed to business if a majority of its members are present or represented.

Managers unable to be present may delegate by letter or by fax another member of the Board of Managers to represent them and to vote in their name. Managers unable to be present may also cast their votes by letter, by fax or by telegram.

Decisions of the Board of Managers are taken by a majority of the votes cast.

Where the number of votes cast for and against a resolution are equal, the chairman has a casting vote.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of board meetings shall be given in writing or by fax. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by unanimous consent given at the meeting or in writing or fax by all Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

A Manager having an interest contrary to that of the Company, in a matter submitted for the approval of the Board of Managers, shall be obliged to inform the Board of Managers thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the Board of Managers.

At the next general meeting of the shareholders, before votes are taken on any other matter, the shareholders shall be informed of the cases in which a Manager has an interest contrary to that of the Company. In the event of a member of the Board of Managers having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the Board of Managers present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

In the event, that the Managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Written resolutions signed by all the Managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting of the Board of Managers duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 16. Minutes

All decisions adopted by the Board of Managers will be recorded in minutes signed by a majority of the Managers. Copies or extracts are signed by the chairman or any two members of the Board of Managers.

Art. 17. Powers

The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager, or as the case may be, of the Board of Managers.

Art. 18. Delegation of powers

If there is a Board of Managers, the Board of Managers may entrust the day-to-day management of the Company's business to one of its members.

The Board of Managers may further delegate specific powers to Managers or other officers.

It may appoint agents with definite powers, and revoke such appointments at any time.

Art. 19. Representation of the Company

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers or by the single signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board, but only within the limits of such power.

Art. 20. General meeting of the shareholders

1. When the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of the shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

2. If the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by registered mail.

No decision is validly taken, unless it is approved by shareholders representing together more than half of the corporate capital. All amendments to the present articles of association have to be approved by shareholders representing together at least three quarters of the corporate capital.

Art. 21. Shareholder decisions

The decisions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders are documented in writing, recorded in a register and kept by the Board of Managers at the registered office of the Company. The votes of the shareholders and the power-of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 22. Financial year

The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty first day of December of each year.

Art. 23. Balance sheet

Each year, on the last day of December, the accounts are closed, the Board of Managers draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law. The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the deadline set for the general meeting of shareholders.

Art. 24. Allocation of profits

The balance of the profit and loss account, after deduction of overhead, depreciation and provisions is the net profit of the financial year.

Five per cent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation is no longer mandatory when the reserve amounts to ten per cent of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

The single shareholder or the general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of the statement of accounts prepared by the Board of Managers showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves and decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the law or by the present articles of association.

Art. 25. Dissolution, liquidation

In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder or by the general meeting of the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 26. Matters not provided

All matters not provided for by the present articles are determined in accordance with applicable laws.

Seventh resolution

The Shareholder resolved to set the number of the members of the Board of Managers of the Company at nine (9) and to, with immediate effect, appoint the following as members of the Board of Managers for an undetermined period:

- Mr Patrick H.H. Heinzle, Finance Manager and Controller, with professional address at Hermeslaan 2, Machelen, 1831 Brussels, Belgium;
- Mr Tichafa H. Taderera, Accountant, with professional address at Debre Zeit Road, Higher 19, Kebele 49, Addis Ababa, Ethiopia;
- Mr Ahferom Tesfagaber Tekie, Engineer, with professional address at P.O. Box 871, Asmara, Eritrea;
- Mr Tunji A. Oyebanji, Company Director, with professional address at Debre Zeit Road, Higher 19, Kebele 49, Addis Ababa, Ethiopia;
- Mr Douglas V. Peasnell, Accounting and Finance Manager, with professional address at Debre Zeit Road, Higher 19, Kebele 49, Addis Ababa, Ethiopia;
- Mr Martin N. Mbogo, Engineer, with professional address at P.O. Box 871, Asmara, Eritrea;
- Mr René N. Kremer, Company Director, with professional address at 20, rue de l'Industrie, 8069 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr Gilbert N. Wirtz, Company Director, with professional address at 20, rue de l'Industrie, 8069 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mr Amadou Saidou Ba, Engineer, with professional address at Km 7.5, boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar, Senegal.

Eighth resolution

The Shareholder resolved to, with immediate effect, set the registered seat of the Company at 20, rue de l'Industrie, L-8069 Bertrange.

Expenses

For the purpose of registration, the value of USD 7,262,453 is valued at EUR.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are valued at approximately sixty-five thousand Euro (65,000.- EUR).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above party's proxy holder the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party's proxy holder and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing party's proxy holder, in its above stated capacity, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-six du mois d'octobre.

Par-devant Nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

MOBIL INTERNATIONAL PETROLEUM CORPORATION, une société régie par le droit du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 338727, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à The Prentice-Hall Corporation System, Inc., 2711 Centerville Road, Suite 400 Wilmington, Delaware, Etats-Unis d'Amérique 19808 (l'«Associé»),

représenté par Monsieur Graeme M. Wheatley, International Counsel Fuels Marketing, demeurant à Fairfax (Virginia), aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Fairfax, Virginia, Etats-Unis d'Amérique, le 21 octobre 2005.

La prédite procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

L'Associé, tel que représenté ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED, une société constituée le 6 janvier 1993, enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 338727, Etats-Unis d'Amérique, existant jusqu'à la date des présentes sous le droit du Delaware, ayant son siège social et son établissement principal au 1013 Centre Road, New Castle County, Wilmington, Delaware, Etats-Unis d'Amérique (la «Société»).

L'Associé, tel que représenté ci-dessus, a également requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé reconnaît qu'en date du 21 octobre 2005, il a décidé de transférer le siège social et le siège de direction effective de la Société de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, au Grand-Duché de Luxembourg et que toutes les formalités requises par le droit de l'Etat du Delaware à cette fin ont d'ores et déjà été accomplies.

L'Associé décide, avec effet immédiat, de transférer le siège social et le siège de direction effective de la Société de la ville de Wilmington (Comté de New Castle, Etat du Delaware) à la ville de Bertrange (Grand-Duché de Luxembourg), sans dissolution de la Société, mais avec continuation de sa personnalité juridique originaire.

L'Associé reconnaît et, dans la mesure du nécessaire, décide que, par conséquent et conformément à l'article 159 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, avec effet à partir de la date du présent acte, la Société sera soumise au droit luxembourgeois et deviendra une entité juridique, régie par le droit luxembourgeois et soumise aux lois luxembourgeoises sans que l'existence ou la personnalité juridiques de la Société ne soient affectées d'une quelconque manière.

L'Associé décide que la Société adopte la nationalité luxembourgeoise et se soumet au droit luxembourgeois, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Associé décide d'approuver le bilan de la Société au 30 septembre 2005.

L'Associé décide d'approuver encore le rapport de ALTER DOMUS, S.à r.l., Réviseurs d'entreprises, daté du 26 octobre 2005, qui contient les conclusions suivantes:

«Sur la base du travail effectué et tel que décrit dans la section 5 de ce rapport, notre attention n'a été attirée par rien qui nous laisserait croire que la valeur de l'apport en nature au transfert du siège de MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED à Luxembourg n'est pas au moins égale au nombre et à la valeur nominale des parts sociales à émettre et de la prime d'émission.» (traduction libre)

Le rapport prémentionné, signé ne varietur par le comparant et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistrés ensemble auprès de l'administration de l'enregistrement.

Troisième résolution

L'Associé décide, qu'avec effet immédiat, le capital social de la Société s'élèvera à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) par part sociale, lesquelles sont entièrement libérées et détenues par lui et que le surplus de la valeur nette de la Société est attribuée au compte de prime d'émission.

Quatrième résolution

L'Associé décide que la Société adopte la forme d'une société à responsabilité limitée.

Cinquième résolution

L'Associé décide de continuer l'activité actuelle de la Société ainsi qu'elle est actuellement poursuivie et décide d'approuver et d'adopter l'objet social suivant (en langue anglaise suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera):

«La Société a pour objet l'acquisition directe et indirecte et la détention de participations sous toutes les formes dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir de l'assistance financière aux entreprises dans lesquelles la Société détient des participations ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, telle que, entre autres, donner des emprunts et consentir des garanties ou des sûretés sous toutes les formes. La Société peut gager, céder, ainsi que grever ou autrement affecter de sûretés une partie ou la totalité de ses actifs.

La Société peut emprunter de toute manière ou forme et décider de l'émission privée d'obligations, billets à ordre, valeurs mobilières, obligations non garanties et certificats.

La Société peut également utiliser ses fonds pour investir dans des immeubles, des droits de propriété intellectuelle ou tous autres biens mobiliers ou immobiliers de quelque manière ou sous quelque forme que ce soit. D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales et financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.»

Sixième résolution

L'Associé décide de mettre à jour les statuts de la Société pour les adapter à la loi luxembourgeoise et d'adopter en conséquence les nouveaux statuts suivants en anglais suivis d'une traduction française, la version anglaise faisant foi en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le tout avec effet immédiat:

Art. 1^{er}. Forme

Il est formé par le comparant et toutes les personnes qui deviendront associés par la suite, une société à responsabilité limitée, régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission desdites parts ou de création de parts nouvelles.

Art. 2. Objet

La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. La Société peut gager, transférer, grever ou autrement créer des garanties de tout ou partie de ses actifs.

La Société peut emprunter sous toutes formes que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations et de titres de toute sorte.

La Société peut employer ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier et ce, sous quelque forme que ce soit. D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Dénomination

La Société prend la dénomination sociale de MOBIL OIL EAST AFRICA LIMITED.

Art. 4. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social

Le siège social est établi dans la commune de Bertrange.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu dans la commune de Bertrange par une décision du Gérant ou, le cas échéant du Conseil de Gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'associé unique ou, selon le cas, en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés en respectant les conditions nécessaires à la modification des présents statuts.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le Gérant, ou le cas échéant le Conseil de Gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, ils pourront transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 6. Capital social

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Le Conseil de Gérance déterminera la nature, le prix, les taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions ayant trait à l'émission privée des emprunts obligataires.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit moyennant décision de l'associé unique ou, selon le cas, une résolution adoptée par l'assemblée générale des associés en respectant les conditions nécessaires à la modification des présents statuts.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts

1. Cession en cas d'associé unique.

Les cessions de parts sociales sont libres.

2. Cession en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

La cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après qu'elle a été signifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé

L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Conseil de Gérance

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) «Gérant(s)»). Si plusieurs gérants sont nommés, les gérants constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants sortants sont rééligibles.

Chaque Gérant est nommé pour une période limitée ou illimitée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, nomme les Gérants, il(s) fixe(nt) leur nombre, la durée de leur mandat et, selon le cas, les pouvoirs et compétences des Gérants.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, peu(ven)t décider de révoquer un Gérant, avec ou sans motif. Chaque Gérant peut également démissionner. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, décident de la rémunération de chaque Gérant.

Art. 14. Bureau

Le Conseil de Gérance élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, les réunions du conseil sont présidées par un Gérant présent.

Le Conseil de Gérance pourra désigner un secrétaire de la Société et tels autres agents qu'il jugera convenir.

Aucun de ceux-ci n'a besoin d'appartenir au Conseil de Gérance.

Art. 15. Réunions du conseil d'administration

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président du Conseil ou de deux de ses membres.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer valablement sur l'ordre du jour que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Tout Gérant empêché peut par lettre écrite ou par facsimilé donner pouvoir à un autre membre du Conseil de Gérance pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Les Gérants empêchés peuvent également émettre leur vote par lettre, par facsimilé ou par télégramme.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront prises à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné par écrit ou par télécopieur à tous les Gérants au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque Gérant donné à la réunion ou par écrit ou par télécopieur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Un Gérant ayant des intérêts opposés à ceux de la Société dans une affaire soumise à l'approbation du Conseil de Gérance, sera obligé d'en informer le Conseil de Gérance et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux opérations afférentes du Conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des associés, avant de procéder au vote de toute autre question, les associés seront informés des matières où un Gérant a un intérêt contraire à celui de la Société. Au cas où un membre du Conseil de Gérance a dû s'abstenir pour conflit d'intérêts, les résolutions prises à la majorité des autres membres du Conseil de Gérance présents ou représentés à la réunion et qui votent seront tenues pour valables.

Au cas où les Gérants sont dans l'impossibilité de se réunir, le Conseil de Gérance peut délibérer par téléphone.

Les résolutions écrites signées par tous les Gérants seront tout aussi valables et effectives que si elles avaient été prises lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une résolution identique.

Art. 16. Procès-verbaux

Les décisions du Conseil de Gérance seront constatées dans des procès-verbaux qui seront signés par une majorité des Gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Art. 17. Pouvoirs

Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés, seront de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 18. Délégation de pouvoirs

S'il y a un Conseil de Gérance, le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Le Conseil peut aussi déléguer des pouvoirs spécifiques à des Gérants et fondés de pouvoirs.

Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis, et les révoquer en tout temps.

Art. 19. Représentation de la Société

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par les signatures conjointes de deux Gérants, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 20. Décisions des assemblées générales

1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés.

Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions de l'assemblée générale des associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il y a moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par lettre recommandée.

Aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des associés représentant ensemble plus de la moitié du capital social. Toute modification des présents statuts doit être approuvée par des associés représentant ensemble au moins les trois quarts du capital social.

Art. 21. Décisions

Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu par le Conseil de Gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations leur seront annexées.

Art. 22. Année sociale

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Bilan

Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire des biens et des dettes et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, selon le cas, à l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut prendre au siège social communication des documents financiers, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale.

Art. 24. Répartition des bénéfices

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus sera alloué sur décision de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, peu(ven)t décider de distribuer des dividendes intérimaires sur base du relevé de compte préparé par le Conseil de Gérance démontrant suffisamment de fonds disponibles pour procéder à une distribution de dividendes, à condition que le montant à distribuer n'excède pas le montant des bénéfices réalisés depuis la fin de l'année sociale augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables et diminué des pertes reportées et de toutes sommes à être affectées aux réserves requises par la loi ou par les présents statuts.

Art. 25. Dissolution. Liquidation

Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 26. Disposition générale

Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera réglé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Septième résolution

L'Associé décide de fixer le nombre des membres du Conseil de Gérance de la Société à neuf (9) et de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes comme nouveaux membres du Conseil de Gérance pour une durée indéterminée:

- M. Patrick H.H. Heinze, directeur financier et contrôleur, ayant son adresse professionnelle à Hermeslaan 2, Machelen, 1831 Bruxelles, Belgique;
- M. Tichafa H. Taderera, comptable, ayant son adresse professionnelle à Debre Zeit Road, Higher 19, Kebele 49, Addis Abeba, Ethiopie;
- M. Ahferom Tesfagaber Tekie, ingénieur, ayant son adresse professionnelle à P.O. Box 871, Asmara, Erythrée;
- M. Tunji A. Oyebanji, administrateur de sociétés, ayant son adresse professionnelle à Debre Zeit Road, Higher 19, Kebele 49, Addis Abeba, Ethiopie;

- M. Douglas V. Peasnell, directeur comptable et financier, ayant son adresse professionnelle à Debre Zeit Road, Highger 19, Kebele 49, Addis Abeba, Ethiopie;
- M. Martin N. Mbogo, ingénieur, ayant son adresse professionnelle à P.O. Box 871, Asmara, Erythrée;
- M. René N. Kremer, administrateur de sociétés, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de l'Industrie, 8069 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. Gilbert N. Wirtz, administrateur de sociétés, ayant son adresse professionnelle au 20, rue de l'Industrie, 8069 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg; et
- M. Amadou Saidou Ba, ingénieur, ayant son adresse professionnelle à Km 7.5, boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar, Sénégal.

Huitième résolution

L'Associé décide de fixer l'adresse du siège social de la Société au 20, rue de l'Industrie, L-8069 Bertrange.

Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de USD 7.262.453 est évalué à EUR.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à environ soixante-cinq mille euros (65.000,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. M. Wheatley, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2005, vol. 26CS, fol. 4, case 8. – Reçu 60.224,34 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2005.

G. Lecuit.

(096499.3/220/591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2005.

CIRCOR LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 111.571.

STATUTES

In the year two thousand five, on the twenty-second day of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appear:

1) CIRCOR ENERGY PRODUCTS, INC., a company incorporated under the laws of Oklahoma, having its registered office at 1500 S.E. 89th Street, Oklahoma City, Oklahoma 73149, USA.

2) CIRCLE SEAL CONTROLS, INC., a company incorporated under the laws of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, USA.

The founders are here represented by Mr Patrick Van Hees, jurist at L-1450 Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The before said proxies, being initialled ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties in the capacity in which they act, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation (the «Articles») of a «société à responsabilité limitée» which such party declared to incorporate.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is formed a limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and by current Luxembourg Laws in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended and of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «sociétés à responsabilité limitée» (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises; to acquire directly or through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise

money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company's name is CIRCOR LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Capital - Shares

Art. 6. The share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 125 (one hundred twenty-five) shares with a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Management

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The managers need not to be shareholders. They may be dismissed ad nutum.

In dealing with third parties, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided the terms of this article shall have been complied with.

Powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of either manager.

The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, may sub-delegate all or part of his powers to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the members present or represented.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 1 (one) day in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any meeting of the board of managers shall require the presence of two managers, either present in person, by proxy or by representative, which shall form a quorum.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating to the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by written circular, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or any other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

General meetings of shareholders

Art. 14. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half (50%) of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Financial year - Balance sheet

Art. 15. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 16. At the end of each financial year, the Company's accounts are prepared and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. The inventory, balance sheet and the profit and loss account will be submitted to the approval of the shareholders.

Each shareholder may inspect the above inventory, balance sheet and profit and loss account at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

Liquidation

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be attributed to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2005.

Subscription payment

- 113 (one hundred thirteen) shares have been subscribed by CIRCOR ENERGY PRODUCTS, INC. and have been fully paid in cash, of which proof has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

- 12 (twelve) shares have been subscribed by CIRCLE SEAL CONTROLS, INC. and have been fully paid in cash, of which proof has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand Euro.

Resolutions of the shareholders

1) The Company will be administered by the following managers:

- Mr Alan John Glass, born November 5, 1963 in Massachusetts, residing at 118 Allerton Road Newton, Massachusetts 02461, USA;

- Mr Kenneth Walter Smith, born August 30, 1950 in New-York, residing at 5 Lucinda Place Westford, Massachusetts 01886, USA;

According to article 12 of its articles of association, the Company shall be bound by the sole signature of either manager.

2) The registered office of the Company is fixed at 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing. Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-deux septembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Comparaissent:

1) CIRCOR ENERGY PRODUCTS, INC., une société constituée sous le droit d'Oklahoma, ayant son siège social à 1500 S.E. 89th Street, Oklahoma City, Oklahoma 73149, États-Unis.

2) CIRCLE SEAL CONTROLS, INC., une société constituée sous le droit du Delaware, ayant son siège social à 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, États-Unis.

Les fondateurs sont tous deux ici représentés par Monsieur Patrick Van Hees, juriste à L-1450 Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé.

Lesdites procurations, paraphées et validées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif suivant (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer.

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué une société à responsabilité limitée, régie par les lois régissant une telle entité (ci-après la «Société»), et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. L'objet de la Société est de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères; d'acquérir directement ou par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres, droits, brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera appropriés, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir toutefois bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est formée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le nom de la Société est CIRCOR LUXEMBOURG HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les formes prévues par la Loi pour modifier les Statuts.

L'adresse du siège social pourra être transférée dans la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

La Société pourra avoir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Capital - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales de 100,- EUR (cent euros) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra être changé à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision d'une assemblée des associés, conformément à l'article 14 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre de parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles et seul un propriétaire est admis par part sociale. Les co-propriétaires doivent nommer une seule personne comme leur représentant envers la Société.

Art. 10. En cas d'associé unique, les parts sociales de la Société détenues par l'associé unique sont librement cessibles.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales détenues par chaque associé peuvent être cédées par application des conditions de l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute pour raison de décès, interdiction, faillite ou déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants ne doivent pas obligatoirement être des associés. Ils peuvent être révoqués ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou en cas de pluralité, le conseil de gérance, auront tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société et à condition que les termes du présent article aient été respectés.

Les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de n'importe quel gérant.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront valablement adoptées par la majorité des membres présents ou représentés.

Une convocation de toute réunion du conseil de gérance devra être donnée à tous les gérants, au moins 1 (un) jour avant l'heure prévue pour ladite réunion sauf en cas de survenance d'une urgence, dont la nature doit être spécifiée dans le procès-verbal de la réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature de l'affaire à discuter.

Toute convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit ou par fax, câble, télégramme ou télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à être convoqué par consentement écrit ou par fax, câble, télégramme ou télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Aucune convocation séparée n'est nécessaire pour les réunions tenues aux dates, heures et lieux fixés dans un calendrier adopté précédemment par une résolution du conseil de gérance.

Toutes les réunions du conseil de gérance nécessiteront la présence au moins de deux gérants, présents en personne, par procuration ou représentant, qui formeront un quorum.

Tout gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit, fax, câble, télégramme, télex ou électroniquement, un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou par tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation à une réunion est jugée équivalente à une participation en personne à un conseil de gérance.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans de tels cas, les résolutions devront être prises expressément que cela soit par lettre circulaire, transmise par courrier postal, courrier électronique, fax ou par téléphone, téléconférence ou tout autre moyen de communication approprié.

Une résolution écrite peut être relatée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance devront être enregistrées dans les minutes qui devront être signées par le président ou par deux gérants. Toute retranscription de ou extraite de ces minutes devra être signée par le président ou par deux gérants.

Art. 13. Un gérant ou les gérants (selon le cas) ne contracte(nt) en raison de ses/leurs fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

Assemblées générales des associés

Art. 14. Le gérant unique ou les gérants (selon le cas) exercent tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé pourra prendre part aux décisions collectives indifféremment au nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels à sa participation. Les décisions collectives sont valablement prises dans la mesure où elles sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié (50%) du capital social.

Toutefois, les résolutions en vue de modifier les Statuts ne pourront être adoptées que par la majorité des associés, détenant au moins trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. A la fin de chaque exercice social, les bilans de la Société sont préparés et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives. L'inventaire, le bilan, le compte des pertes et profits seront soumis à l'approbation des associés.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 17. Le bénéfice brut de la Société tel que repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des amortissements et des dépenses, constitue le bénéfice net de la Société. Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net sera affecté à la réserve légale, jusqu'à cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice net pourra être distribué entre le/les associé(s) proportionnellement à sa/leur participation dans la Société.

Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 20. Référence est faite aux dispositions de la Loi pour toutes les matières pour lesquelles aucune disposition spécifique n'est prévue dans les Statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commencera au jour de la constitution de la Société et prendra fin le 31 décembre 2005.

Souscription - Libération

- 113 (cent treize) parts sociales ont été souscrites par CIRCOR ENERGY PRODUCTS, INC. et ont été intégralement libérées en numéraire, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

- 12 (douze) parts sociales ont été souscrites par CIRCLE SEAL CONTROLS, INC. et ont été intégralement libérées en numéraire, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de sa constitution, s'élève à environ deux mille euros.

Résolution des associés

1) La Société sera administrée par les gérants suivants:

- M. Alan John Glass, né le 5 novembre 1963 à Massachussetts, dont l'adresse est 118 Allerton Road Newton, Massachussetts 02461, États-Unis;

- M. Kenneth Walter Smith, né le 30 août 1950 à New York, dont l'adresse est 5 Lucinda Place Westford, Massachussetts 01886, États-Unis;

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société sera engagée par la seule signature d'un des gérants.

2) Le siège social de la Société est établi au 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par la présente qu'à la requête des personnes comparantes précitées, le présent acte est rédigé en anglais suivis d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2005, vol. 149S, fol. 99, case 2. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2005.

J. Elvinger.

(097321.3/211/329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2005.

12576

FYNE CRUISES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 105.048.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'Administration du 5 août 2005 que les résolutions suivantes ont été prises:

1. Le Conseil d'Administration a pris acte de la démission de Monsieur Raymond Van Herck en sa qualité d'administrateur avec effet au 15 août 2005.

2. Monsieur Bart Van Der Haegen demeurant professionnellement à Luxembourg a été coopté en remplacement de l'administrateur démissionnaire avec effet au 15 août 2005 en qualité d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2005.

FYNE CRUISES S.A.

Signature

Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2005, réf. LSO-BJ03187. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(091400.3/984/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

POSANCRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 56.116.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'Administration du 5 août 2005 que les résolutions suivantes ont été prises:

1. Le Conseil d'Administration a pris acte de la démission de Monsieur Noël Delaby en sa qualité d'administrateur avec effet au 15 août 2005.

2. Monsieur Bart Van Der Haegen demeurant professionnellement à Luxembourg a été coopté en remplacement de l'administrateur démissionnaire avec effet au 15 août 2005 en qualité d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2005.

POSANCRE S.A.

Signatures

Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2005, réf. LSO-BJ03179. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(091404.3/984/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

DOCU GROUP (LUX 3), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 106.711.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 38043 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(091162.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2005.
